

***ASSEMBLEE GENERALE***

***ORDINAIRE***

***DU 05 MAI 2004***

# **S O M M A I R E**

- **ORDRE DU JOUR**
- **CONSEIL D'AMINISTRATION**
- **DIRECTION**
- **LES CHIFFRES CLES**
- **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**
- **RAPPORT GENERAL ET RAPPORTS SPECIAUX DES  
COMMISSAIRES AUX COMPTES**
- **ETATS COMPTABLES AU 31 DECEMBRE 2003**
  - BILAN
  - COMPTE DE RESULTAT
- **TEXTE DES RESOLUTIONS**
- **INFORMATIONS DIVERSES**
  - EVOLUTION DU CAPITAL
  - REPARTITION DU CAPITAL

# BANQUE INTERNATIONALE pour le COMMERCE et L'INDUSTRIE

## De la COTE D'IVOIRE

Société Anonyme au Capital de 16.666.670.000 de F.CFA  
R.C. Abidjan 547 – LB C.I. A0006B  
Siège Social, Avenue Franchet d'Esperey, 01 BP 1298 Abidjan 01  
Tel. : 20.20.16.00 – Téléx : 23 651 – Fax : 20.20.17.00

---

### ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 05 MAI 2004-04

---

#### ORDRE DU JOUR

1. *-Lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2003, ainsi que des rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes.*
2. *-Approbation du Bilan et du Compte de Résultat arrêtés au 31 Décembre 2003, et affectation du résultat.*
3. *-Quitus de la gestion des Administrateurs.*
4. *-Nomination des Administrateurs.*
5. *-Nomination d'un Commissaire aux Comptes - Titulaire et Suppléant.*
6. *-Questions diverses*

*Conformément à l'article 31 des statuts, l'Assemblée Générale se compose de tous les Actionnaires possédant au moins dix actions libérées des versements exigibles.*

*Pour avoir le droit d'assister, de se faire représenter à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les Actionnaires devront être inscrits sur les Registres de la Société, cinq jours*

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

M. Ange KOFFY	Président
M. Jacques Henri WAHL	Vice-Président
M. Michel VAYSSIE	Administrateur
M. Gérard MANGOUA	Administrateur
ETAT DE COTE D'IVOIRE représenté par Mme Mamou Kouyaté EHUI et M. Bakary TIO-TOURE	Administrateur
BNP PARIBAS représentée par M. Francis HARTMANN	Administrateur
SOCIETE FINANCIERE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER représentée par M. Francis HARTMANN	Administrateur
SOCIETE INTERNATIONALE FINANCIERE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE représentée par M. Philippe SECHAUD	Administrateur
GRUPE DES ASSURANCES AXA représenté par M. Jacques BARDOUX	Administrateur

## **COMMISSAIRES AUX COMPTES**

***DIRECTION***

**Président Directeur Général**

**M. Ange KOFFY**

**Directeur Général Adjoint**

**M. Michel LAFONT**

**Secrétaire Général**

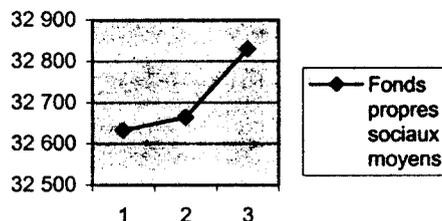
**M. Michel FAVA**

# ***LES CHIFFRES CLES***

31/12/01    31/12/02    31/12/03

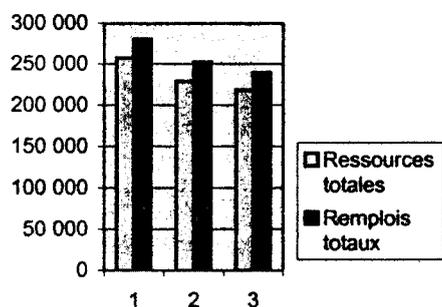
MOYENS	En millions de F.CFA		
<b>Fonds propres sociaux moyens</b>	<b>32 632</b>	<b>32 664</b>	<b>32 829</b>
Effectifs	713	650	543
Nombre de sièges	33	33	33

FONDS PROPRES SOCIAUX MOYENS



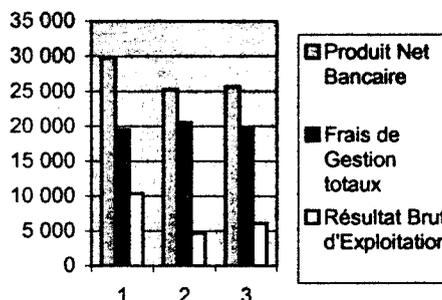
ACTIVITE	En millions de F.CFA		
<b>Total du Bilan</b>	<b>314 842</b>	<b>284 115</b>	<b>266 380</b>
<b>Ressources totales</b>	<b>257 410</b>	<b>229 006</b>	<b>218 244</b>
- dont Dépôts de la Clientèle	212 906	215 141	210 872
<b>Remplois totaux</b>	<b>280 310</b>	<b>252 358</b>	<b>239 158</b>
-dont Crédits à la Clientèle	214 034	177 878	151 244
Créances publiques titrisées	22 119	18 566	14 452

TOTAUX EMPLOIS ET RESSOURCES



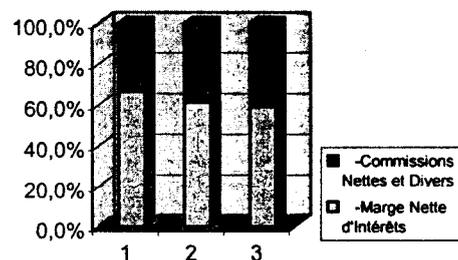
RESULTATS	En millions de F.CFA		
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>29 873</b>	<b>25 236</b>	<b>25 674</b>
-Marge nette d'intérêts	19 950	15 483	15 210
-Commissions Nettes et Divers	9 923	9 753	10 464
<b>Frais de Gestion totaux</b>	<b>19 505</b>	<b>20 560</b>	<b>19 589</b>
-Frais Généraux d'exploitation	16 719	17 423	16 038
-Amortissements	2 786	3 137	3 551
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>10 368</b>	<b>4 676</b>	<b>6 085</b>
<b>Résultat Net</b>	<b>3 005</b>	<b>574</b>	<b>-1 923</b>

P.N.B. - FRAIS DE GESTION - R.B.E.



RATIOS	2001	2002	2003
<b>Ratio de solvabilité (FdsP./Risques)</b>	<b>13,0%</b>	<b>15,2%</b>	<b>15,3%</b>
*Fonds Propres Effectifs	30 956	29 886	28 619
*Total Risques Pondérés	238 123	196 300	187 634
<b>Coefficient de Liquidité</b>	<b>79,0%</b>	<b>78,0%</b>	<b>95,0%</b>
<b>Structure du Produit Net Bancaire</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
-Marge Nette d'Intérêts	66,8%	61,4%	59,2%
-Commissions Nettes et Divers	33,2%	38,6%	40,8%
<b>Rentabilité</b>			
*Coefficient d'exploitation	65,3%	81,5%	76,3%
*Rentabilité des Capitaux Propres	9,2%	1,8%	-5,9%
*Résultat Net par action	2 003	344	-1 154

STRUCTURE DU PRODUIT NET BANCAIRE



***RAPPORT***  
***DU***  
***CONSEIL D'ADMINISTRATION***

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE  
ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE**

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 05 MAI 2004**

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux prescriptions légales et statutaires, nous vous avons réunis en Assemblée Générale afin de vous rendre compte de l'activité de votre banque durant l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation le Bilan et les Comptes arrêtés au 31 décembre 2003.

Vous aurez également à vous prononcer sur le présent rapport et ceux des commissaires aux comptes, ainsi que sur les propositions d'affectation, de répartition des résultats et la composition de votre conseil d'administration.

\* \* \* \* \*

**L'activité économique mondiale a progressivement retrouvé de la vigueur au cours de l'année 2003**, malgré un environnement international assez défavorable, dominé par les incertitudes liées aux tensions dans le Moyen Orient. En effet la reprise s'est généralisée un peu partout dans le monde, aussi bien dans les pays industrialisés ( Etats Unis, Japon, Royaume – Uni et plus récemment la zone Euro ) que dans les pays émergents ( Asie après la crise du SRAS, Brésil, Argentine.... ). De ce fait le FMI estime la croissance mondiale à 3,2% en 2003 contre 2,7% en 2002.

Aux Etats Unis, la consommation des ménages reste le moteur de la croissance, favorisée par les baisses d'impôts et les prêts à taux zéro des constructeurs d'automobiles ; l'investissement des entreprises notamment en équipements informatiques y a également contribué pour une part non négligeable, stimulé en cela par le supplément de liquidités tiré des marchés hypothécaires via les opérations de refinancement.

Au total la croissance du PIB américain serait de l'ordre de 2,9% contre 2,4% à 2002.

L'économie japonaise a surpris par sa vigueur après une année 2002 de stagnation ; déjà soutenue par la très bonne tenue de la consommation des ménages, le Japon a également pu bénéficier du boom des importations américaines grâce au bas niveau du YEN qui a dopé ses exportations. L'on s'attend de ce fait à une croissance du PIB de l'ordre de 2,7% contre 0,3% en 2002

Dans la zone Euro, les espoirs de rebond ne se sont pas réalisés en 2003 et l'activité a globalement stagné au premier semestre, prolongeant ainsi l'atonie enregistrée sur la deuxième moitié de 2002. Les facteurs explicatifs sont de deux ordres : d'une part l'appréciation de l'Euro face au Dollar a fortement pénalisé les exportations de la zone Euro ; d'autre part le fort repli de la construction en Allemagne ainsi que l'arrêt des incitations fiscales à l'investissement en Italie ont contrarié les perspectives de reprise économique dans ces deux pays.

**Au total et malgré un frémissement de l'activité enregistré au second semestre, la croissance de la zone Euro reste faible et s'établirait à 0,5% contre 0,8% en 2002.**

Tableau 1 : La croissance en volume du PIB

	2000	2001	2002	2003
<b>Etats-Unis</b>	4.1	1.1	2.4	2.9
<b>Japon</b>	2.2	-0.3	0.2	2.7
<b>Allemagne</b>	3.0	0.7	0.2	-0.1
<b>France</b>	3.4	2.1	1.2	0.1
<b>Italie</b>	2.9	1.7	0.4	0.5
<b>Royaume-Unis</b>	2.9	2.1	1.7	2.0
<b>Canada</b>	4.4	1.3	3.0	3.1
<b>Zone Euro</b>	3.4	1.6	0.8	0.5

Source : Prévisions BNP Paribas

\* \* \* \* \*

L'espace UEMOA reste marqué par les effets de la crise ivoirienne ; la progression du PIB de l'Union resterait presque étale en 2003, à 3% contre 2,7% en 2002 . Cette évolution est imputable aux faibles performances enregistrées dans le secteur agricole, principalement au niveau des cultures d'exportations, ainsi qu'aux difficultés d'approvisionnement et du renchérissement des coûts de production des entreprises induits par la crise ivoirienne.

\*\*\*\*\*

En Cote d'Ivoire, les prévisions macro-économiques pour l'année 2003 reposaient sur les hypothèses d'environnement suivantes :

- Retour à la normalisation socio-politique et rétablissement de l'autorité de l'état sur toute l'étendue du territoire au plus tard fin juin 2003
- reprise partielle des décaissements dans le cadre du programme de reconstruction
- maintien des cours des matières premières

Or l'année 2003 s'est achevée sans la réunification du territoire national et la normalisation socio-politique ; ce qui a contribué au gel du programme économique et financier.

Dans ce contexte, tous les objectifs macroéconomiques et financiers ont été revus à la baisse et l'on s'attend à un taux de croissance négatif de l'ordre de - 1,1% contre un objectif initial de + 1,8%( selon les estimations du Ministère de l'Economie et des Finances).

L'analyse de la situation au plan sectoriel montre des évolutions contrastées des différents secteurs de l'économie au cours de l'année 2003.

- *Le secteur primaire devrait enregistrer une hausse de 3,2% après le ralentissement enregistré en 2002 ; cette progression est essentiellement dû à l'expansion de la production minière.*

La production agricole d'exportation devrait s'inscrire en baisse ( - 1,4% ) en raison de la contraction attendue de la production de cacao ( 1 246 500 tonnes contre 1 277 000 tonnes en 2002 ) et de café ( 139 700 tonnes contre 182 000 tonnes en 2002 ).

	PRODUCTIONS AGRICOLES (en milliers de tonnes)				COURS MOYENS (en F.CFA /Kg)			
	2001	2002	2003	03/02	2001	2002	2003	03/02
Café	251,7	182	139,7	-23,2%	442	468	508	8,5%
Cacao	1336,5	1277	1246,5	-2,4%	862	1344	1134	-15,6%
Coton fibre	121,2	137,5	144,1	4,8%	776	705	777	10,2%
Caoutchouc	127,9	126,8	136,3	7,5%	399	517	540	4,4%
Banane	249,4	249,3	262,9	5,4%	569,7	527	NC	-
Ananas	266	270,9	243,1	-10,3%	NC	NC	NC	-
Huile de palme	215,9	230,1	231,4	0,5%	210	270	251	-7,0%

Source : MEF- Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique

En revanche et à l'exception de l'or, les productions minières connaissent un regain d'activité grâce notamment à l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers.

	PRODUCTIONS MINIERES				COURS MOYENS (en \$/ unité)				
	2001	2002	2003	03/02	Unité	2001	2002	2003	03/02
Pétrole (1)	2099,2	5296,8	7505,9	41,7%	\$/bl	24,7	24,8	28	12,9%
Gaz (2)	1266,8	1517,5	1573,8	3,7%	\$/mmbtu	4,1	NC	NC	-
Or (3)	3672	3576,2	1313	-63,2%	\$once	271,3	310,5	NC	
Diamant (4)	215,4	266,2	NC	-					

Source : MEF- Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique

(1) en milliers de barils

(2) en millions de m3

(3) en kilo

(4) en milliers de carats

mmbtu : million de British Terminal Unit

- **Dans le secteur secondaire**, l'activité industrielle a été fortement perturbée par les effets de la guerre ; l'insécurité ambiante a découragé l'investissement et la partition du pays entrave la libre circulation des biens et des personnes, occasionnant de ce fait la perte de parts de marchés (intérieur et extérieur).

Dans ce contexte la production industrielle subirait une chute de -10,5% après le repli de 5,8% accusé à fin 2002.

- **Le secteur tertiaire** devrait également voir son activité légèrement se tasser au terme de l'année 2003 (- 0,8%).

Cette variation somme toute honorable eu égard à l'environnement, s'expliquerait par l'impact assez inégal du conflit sur les différentes branches du secteur ; en effet, alors que le commerce intérieur, les transports et les services sont frappés par l'incidence négative de la crise, le négoce et les télécommunications en particulier semblent en revanche mieux résister.

- ***Dans ce contexte, l'inflation à fin 2003 s'établirait à 3,3% contre 3,1% en 2002.***

Cette progression des prix à la consommation est essentiellement liée aux perturbations des circuits de distribution des produits (vivriers et manufacturés) et aux problèmes d'acheminement des marchandises des zones de production vers les marchés. Pour contenir les dérapages constatés au niveau des prix, le gouvernement a reconduit en mars 2003 la politique de prix concertés des produits de grande consommation, hormis les produits vivriers.

- ***Au plan des échanges extérieurs, on enregistre un recul des exportations ( - 7,6% ) en volume tandis que les importations se redressent légèrement ( + 0,2% ).***

Cette évolution des importations provient des achats de biens de consommation et d'équipement respectivement de 14,8% et de 25,2%. A l'inverse les achats de biens intermédiaires affichent un recul de 13,4% en raison de l'attentisme des opérateurs économiques à l'investissement privé.

Les exportations totales ont ployé ( - 7,6% ) sous l'influence des produits manufacturés ( - 17,5% ) et de café/cacao ( - 6,3% ) en dépit de l'envol du pétrole brut dont les exportations ont progressé de 56,4%.

Au final le solde commercial s'inscrirait en baisse de 23,59% à 1 354 ,4 milliards contre 1 772 milliards en 2002.

- ***Au plan des Finances Publiques, les recettes fiscales à fin 2003 ont été estimées à 1175 milliards contre une prévision de 1199 milliards, soit un taux de réalisation de 98%.***

Cette performance remarquable eu égard au contexte de crise, est attribuable au bon comportement de la fiscalité de porte (475 milliards, soit un taux de réalisations de 106%) de la fiscalité intérieure indirecte (420,6 milliards pour un objectif de 453 milliards ) et aux impôts intérieurs directs pour 280 milliards ( 94% de taux de réalisation ).

En revanche, les financements extérieurs ont été systématiquement gelés à la suite de la suspension de l'exécution du programme économique et financier 2002-2004 au lendemain de la crise du 19 septembre 2002 ; au total les ressources extérieures se limiteraient à fin 2003 à 141,8 milliards sous forme d'appuis budgétaires, de dons projets ou de prêts projets.

L'exécution des dépenses de l'Etat pourrait se situer à 1366,8 milliards à fin décembre 2003 soit une exécution d'environ 90% par rapport à l'objectif budgétaire annuel.

On note un dépassement de 53,7 milliards sur l'exécution des dépenses ordinaires et un taux de réalisations des dépenses d'investissements de 63%.

Dans ces conditions, le solde budgétaire ressortirait déficitaire de 191 milliards à fin décembre 2003.

- *La situation monétaire est caractérisée par une nette accumulation des avoirs nets extérieurs qui s'établissent à 907,9 milliards contre 844,6 milliards à fin décembre 2002.*

Cette hausse de 63,3 milliards est essentiellement due à la bonne tenue des prix de réalisation des exportations et dans une certaine mesure au non paiement d'une part importante du service de la dette extérieure.

L'encours des crédits intérieurs nets enregistre sur la même période une réduction de 224,9 milliards et s'affiche à 1463,9 milliards. Cette baisse résulte de la contraction de la position nette du gouvernement (- 3,5%) et surtout du crédit à l'économie (- 17,1%).

Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire se rétrécit de 204,2 milliards ; elle s'affiche à 2204,8 milliards à fin 2003 contre 2409 milliards en 2002.

Cette baisse se reflète dans le reflux de la circulation fiduciaire (- 132,9 milliards) et dans la réduction des dépôts des banques (- 72,3 milliards ).

### **SITUATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS AU 31/12/2003**

*(en millions CFA)*

<b>RUBRIQUES</b>	<b>31/12/2002</b>	<b>31/12/2003</b>	<b>2003/2002</b>
<b>REMPLOIS</b>			
<u>Trésorerie et interbancaire</u>	<b>305 573</b>	<b>312 097</b>	<b>2.14%</b>
<u>Clientèle</u>	<b>1 380 931</b>	<b>1 293 665</b>	<b>-6.32%</b>
Cptes ord.débiteurs	554 876	551 827	-0.55%
Effets commerciaux	76 508	71 652	-6.35%
Crédits à court terme	399 067	355 164	-11.00%
Crédits à long & moy.term	278 330	272 229	-2.19%
Crédits en souffrance	72 150	42 793	-40.69%
Titres d'investissement	<b>47 446</b>	<b>37 785</b>	<b>-20.36%</b>
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>1 733 950</b>	<b>1 643 547</b>	<b>-5.21%</b>
<b>RESSOURCES</b>			
<u>Trésorerie et interbancaire</u>	<b>182 603</b>	<b>124 532</b>	<b>-31.80%</b>
<u>Clientèle</u>	<b>1 394 153</b>	<b>1 304 491</b>	<b>-6.43%</b>
Cptes ord .créditeurs	611 402	600 941	-1.71%
Comptes à régime spécial	291 874	305 534	4.68%
Dépôts à terme et bons de caisse	377 531	339 170	-10.16%
Comptes d'emprunts	71 213	34 238	-51.92%
Comptes indisponibles	42 133	24 608	-41.59%
<u>Autres sommes dues</u>	<b>33 614</b>	<b>20 027</b>	<b>-40.42%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>1 610 370</b>	<b>1 449 050</b>	<b>-10.02%</b>

Source : APBEFCI

Les perspectives macroéconomiques pour l'année 2004 se fondent sur la normalisation de la vie socio – politique avec l'ouverture de l'intégralité du territoire national à la circulation des biens et des personnes, la reprise du programme économique et financier conclu avec les bailleurs de fonds et le retour subséquent de la confiance des opérateurs économiques .

Elles supposent également une orientation relativement favorable des cours des principaux produits de base.

Si ces conditions citées sont réunies, la croissance réelle du PIB s'établirait pour l'année 2004 à 2,4% et sera principalement impulsée par le dynamisme de la demande intérieure. On s'attend à une reprise du secteur primaire (+4,1%), un frémissement du secteur secondaire (+0,5%) et un redressement de secteur tertiaire (+1,9%)

\*\*\*\*\*

**La BICICI, votre banque, dans cet environnement morose, a tenu sa position dans le marché et l'a même légèrement améliorée dans la collecte de dépôts clientèle.**

RUBRIQUES	31/12/2002			31/12/2003		
	Total Banques	BICICI	Part de Marché	Total Banques	BICICI	Part de Marché
<b>REMPLOIS</b>						
<u>Banques &amp; Ets de crédits</u>	303 575	45 534	15,00%	312 097	62 236	19,94%
<u>Clientèle</u>	1 134 958	196 222	17,29%	1 027 465	166 531	16,21%
<i>Dt Cr. en souffrance</i>	72 150	13 572	18,81%	42 793	7 476	17,47%
<i>Dt Titres d'Investissement</i>	43 346	18 940	43,69%	34 664	15 288	44,10%
<b>TOTAL REMPLOIS</b>	<b>1 438 533</b>	<b>241 756</b>	<b>16,8%</b>	<b>1 339 562</b>	<b>228 767</b>	<b>17,1%</b>
<b>RESSOURCES</b>						
<u>Banques &amp; Ets de crédits</u>	182 603	14 630	8,01%	124 532	7 373	5,92%
<u>Clientèle</u>	1 245 164	214 952	17,26%	1 200 014	210 522	17,54%
<i>Dt Cptes d'Epargne</i>	291 874	73 759	25,27%	305 534	78 097	25,56%
<i>Dt Autres sommes dues</i>	23 881	1 789	7,49%	18 179	4 046	22,26%
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>1 427 767</b>	<b>229 582</b>	<b>16,1%</b>	<b>1 324 546</b>	<b>217 895</b>	<b>16,5%</b>

- ◆ **L'activité d'Intermédiation financière** subit de plein fouet les conséquences de la sévère crise que traverse l'économie ivoirienne. Cela se traduit par :

- \* La baisse sensible des volumes moyens de crédits, de 28,3 Milliards globalement par rapport à 2002 (soit -11,76%), dont 12,3 Milliards sur les financements de la campagne café cacao, et 9,6 Milliards sur les crédits à moyen et long terme (conséquence de l'atonie des investissements d'équipement comme d'immobilier).

- \* Au niveau de la collecte des ressources clientèle, la baisse a été relativement contenue (14 Milliards de capitaux moyens en moins, soit -6%), en raison, cette année encore, de l'accroissement des comptes d'Epargne (+7 Milliards, soit +11%) qui a compensé quelque peu la déperdition sur les dépôts à vue et les comptes à terme des entreprises et des Institutionnels essentiellement.

- \* L'augmentation des immobilisations de trésorerie (en caisses et à l'Institut d'émission), effet mathématique de la diminution drastique des emplois.

- ◆ *L'Activité de Crédit-bail, (provenant de notre ancienne filiale BICI-BAIL -fusionnée au cours de cet exercice avec valeur rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2003), a apporté un Produit Net de 617 Millions (contre 816 Millions réalisés en 2002).*
- ◆ *En ce qui concerne les Prestations de Services bancaires, notre Etablissement a mieux résisté au prolongement de la crise, grâce à la poursuite de la diversification de la gamme de produits offerts à la clientèle, et à l'accentuation de notre agressivité commerciale.*
- ◆ *Au total le Produit Net Bancaire ressort à 25,7 Milliards, se situant légèrement au-dessus du niveau de l'exercice dernier.*
- ◆ *Les Frais Généraux sont élevés à 16 Milliards, enregistrant un recul de 1,5 Milliard qui représentent les résultats de la politique de ré-ingénierie et de restructuration de la Banque, engagée bien avant le déclenchement de la crise.*
- ◆ *Les Dotations aux Amortissements ressortent à 3,6 Milliards (contre 3,1 en 2002), supportant encore le poids important des investissements informatiques de ces dernières années.*
- ◆ *Notre Etablissement a été contraint cette année encore de procéder à d'importantes constitutions de provisions induites par la situation que nous connaissons.*  
Le Coût du Risque bancaire, en dépit de bonnes performances dans le recouvrement des créances contentieuses, s'établit à - 4,5 Milliards (contre -1,3 Milliards en 2002).

\* \* \* \* \*

**En définitive, le bilan soumis à votre approbation, que commenteront les Commissaires aux comptes, s'équilibre à 266 380 226 027 F.CFA.**

Après des Charges exceptionnelles de 3 365 796 864 F.CFA liées à la conjoncture, le résultat net comptable ressort déficitaire de 1 923 484 245 F.CFA.

Votre Conseil d'Administration vous propose d'apurer définitivement cette perte par prélèvement, sur le Report à Nouveau de l'exercice précédent de 1 066 768 F.CFA, et sur les Réserves Facultatives existantes d'un montant de 1 922 417 477 F.CFA.

Nous vous remercions de votre bienveillante attention.

& & & & & & &

***RAPPORT GENERAL***  
***DES***  
***COMMISSAIRES AUX COMPTES***

Immeuble ALPHA 2000  
23<sup>ème</sup> étage, Rue Gourgas - Plateau  
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER  
5<sup>ème</sup> étage, Avenue Noguès - Plateau  
01 BP. 3172 Abidjan 01

---

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE  
DE LA COTE D'IVOIRE (BICICI)**

**RAPPORTS GENERAL ET SPECIAUX DES COMMISSAIRES  
AUX COMPTES**

**(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003)**

Immeuble ALPHA 2000  
23<sup>ème</sup> étage, Rue Gourgas - Plateau  
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER  
5<sup>ème</sup> étage, Avenue Noguès - Plateau  
01 BP. 3172 Abidjan 01

---

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET  
L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE  
(BICICI)**

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003)**

Immeuble ALPHA 2000  
23<sup>ème</sup> étage, Rue Gourgas - Plateau  
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER  
5<sup>ème</sup> étage, Avenue Noguès - Plateau  
01 BP. 3172 Abidjan 01

---

Aux Actionnaires de la Banque Internationale  
pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire  
(BICICI)  
01 B.P 1298  
Abidjan 01

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES  
ANNUELS DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET  
L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE (BICICI)**

**(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003)**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de la loi n° 95-495 du 26 juin 1995 portant modification de l'article 40 de la loi bancaire du 25 juillet 1990, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) ci – joints ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,
- le respect de la réglementation bancaire,
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Les comptes annuels ont été arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de votre Banque. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

**BICICI**

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (exercice clos le 31 décembre 2003)

Page 2

---

**1. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit à l'exception des situations décrites aux paragraphes 1.1 et 1.2 ci-après. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Il consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que l'audit auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

**1.1. Provision pour risque de guerre**

La Côte d'Ivoire connaît une situation de guerre depuis le 19 septembre 2002, caractérisée par l'occupation d'une partie du territoire national par les « Forces Nouvelles » et un déplacement important de population. Le climat socio-politique et sécuritaire s'est fortement dégradé entraînant un ralentissement très net et une désorganisation de l'activité économique d'ensemble.

Les six (6) agences de la banque, localisées dans la zone occupée, sont fermées depuis le début de la guerre.

En complément de la provision pour risque de guerre constituée à la clôture de l'exercice précédent pour couvrir le risque de perte d'actifs de ces agences, votre société a comptabilisé au titre de l'exercice 2003, une provision additionnelle de F CFA 1.000 millions afin de porter le solde de ladite provision à F CFA 1.600 millions au 31 décembre 2003. Dans la situation d'incertitude actuelle découlant de la volatilité de la situation et de l'absence d'état des lieux précis par la Banque, nous n'avons pu disposer d'informations permettant d'apprécier l'adéquation de la provision constituée au regard des risques encourus.

**1.2. Compte de valeurs à imputer**

Les comptes de suspens au 31 décembre 2003 comprennent un solde débiteur net de F.CFA 90 millions correspondant au solde du compte valeurs à imputer à cette date. Les travaux subséquents de vérifications entrepris par la banque sont toujours en cours.

A cette date nous ne pouvons apprécier avec exactitude l'incidence sur les comptes de la Banque des ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires à l'issue de ces travaux.

**BICICI**

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (exercice clos le 31 décembre 2003)

Page 3

---

**1.3. Revue des engagements**

Notre revue des engagements de la Banque a mis en évidence l'existence de risques non provisionnés au 31 décembre 2003 pour un montant de F CFA 1.726 millions.

A l'exception des situations décrites aux paragraphes 1.1 à 1.3 ci-dessus, nous certifions que les comptes annuels ci-joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2003 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BICICI pour l'exercice clos à cette date, conformément aux prescriptions de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en matière de présentation de rapport annuel et au Nouveau Plan Comptable Bancaire.

**2. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé, conformément aux normes généralement admises, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des situations décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire N° 90-589 du 25 juillet 1990, nous vous informons que le montant des encours consentis directement ou indirectement aux personnes qui participent à la direction, à l'administration, à la gérance et au contrôle ou au fonctionnement de la BICICI s'est élevé à F.CFA 3 846 millions au 31 décembre 2003 soit 13,44% des fonds propres effectifs. Le plafond autorisé par la réglementation bancaire est de 20 %.

**3. Respect de la réglementation bancaire**

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au respect de la réglementation bancaire. Nous devons porter à votre attention les informations suivantes sur le respect des ratios prudentiels :

- le coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables est de 55%, inférieur au minimum réglementaire de 75% ;
- le ratio de structure du portefeuille est de 0,5%, inférieur au minimum réglementaire de 60%.

BICICI

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (exercice clos le 31 décembre 2003)

Page 4

---

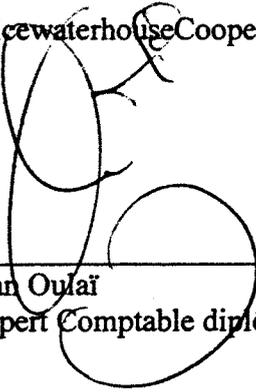
#### 4. Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Conformément aux diligences requises dans notre profession, nous avons procédé à l'évaluation de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la banque. Nos travaux ont fait l'objet d'un rapport circonstancié adressé à la Direction Générale de la banque.

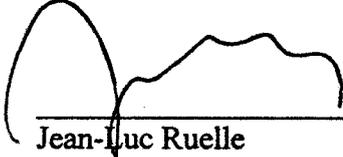
Abidjan, le 09 mars 2004

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers

  
Flan Oulai  
Expert Comptable diplômé

KPMG  
Auditeurs Associés en Afrique

  
Jean-Luc Ruelle  
Expert Comptable diplômé

***RAPPORTS SPECIAUX***  
***DES COMMISSAIRES AUX COMPTES***

Immeuble ALPHA 2000  
23<sup>ème</sup> étage, Rue Gourgas - Plateau  
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER  
5<sup>ème</sup> étage, Avenue Noguès - Plateau  
01 BP. 3172 Abidjan 01

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE  
ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE  
(BICICI)**

**RAPPORTS SPECIAUX DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES  
CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 432, 438 ET SUIVANTS DE  
L'ACTE UNIFORME RELATIF AU DROIT DES SOCIETES  
COMMERCIALES ET DU GIE DU TRAITE DE L'OHADA**

**(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003)**

Immeuble ALPHA 2000  
23<sup>ème</sup> étage, Rue Gourgas - Plateau  
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER  
5<sup>ème</sup> étage, Avenue Noguès - Plateau  
01 BP. 3172 Abidjan 01

---

Aux Actionnaires de la Banque Internationale  
pour l'Industrie et le Commerce de la Côte d'Ivoire  
(BICICI)  
01 B.P 1298  
Abidjan 01

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES  
CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 438 ET SUIVANTS DE L'ACTE  
UNIFORME RELATIF AU DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES ET DU GIE  
DU TRAITE DE L'OHADA**

**(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003)**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 440 relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE de l'Acte uniforme du Traité OHADA, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial afférent aux opérations visées aux articles 438 et suivants dudit Traité, qui stipule que toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du conseil d'administration, les conventions intervenues entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs ou directeur général ou directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général adjoint de la personne morale contractante.

Cette réglementation n'est pas applicable aux opérations bancaires courantes.

**BICICI**

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 438 ET SUIVANTS DE L'ACTE UNIFORME RELATIF AU DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES ET DU GIE DU TRAITE DE L'OHADA (EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003)**

Page 2

---

**1. Conventions conclues au cours de l'exercice**

Nous n'avons pas été informés de convention conclue sur l'exercice clos le 31 décembre 2003.

**2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice****- Convention d'assistance technique avec la BNP/SFOM****\* Nature et objet**

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, suivant protocole d'accord du 7 octobre 1971 conclu entre la République de Côte d'Ivoire, la SFOM et la BNP.

**\* Modalités**

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants comptabilisés en charge par la BICICI au titre de cette assistance pour l'exercice 2003 s'élèvent à F.CFA 663 millions.

**- Convention d'assistance technique avec BICIBOURSE****\* Nature et objet**

Assistance technique en faveur de la BICIBOURSE, à sa demande, suivant le contrat d'assistance technique du 30 juin 1999.

**\* Modalités**

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique refacturées à BICIBOURSE pour l'exercice 2003 s'élèvent à F.CFA 30 millions.

**BICICI**

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 498 ET SUIVANTS DE L'ACTE UNIFORME RELATIF AU DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES ET DU GIE DU TRAITE DE L'OHADA (EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003)

Page 3

- **Convention de remboursement de frais relatifs aux administrateurs communs à la BICICI et ses filiales BICI-BAIL, COFINCI et BICI-BOURSE**

\* **Nature et objet**

Remboursement par BICI-BAIL, COFINCI et BICI-BOURSE de frais et débours engagés par la BICICI.

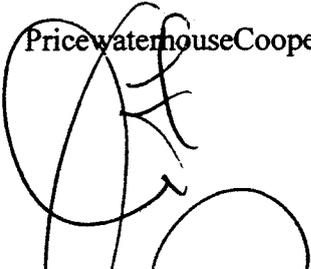
\* **Modalités**

Suivant cette convention, les filiales précitées remboursent à la BICICI leur quote-part de frais de tenue de conseil d'administration et d'assemblée générale d'actionnaires. Ainsi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2003, la quote - part de frais de Conseil d'Administration et d'Assemblée Générale Ordinaire re-facturée aux filiales, s'élève à F.CFA 6 millions pour COFINCI, Aucune re-facturation n'a été faite à BICI-BOURSE sur l'exercice 2003. Il est à préciser que la BICI-BAIL a été absorbée par la BICICI depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003. En conséquence, cette convention ne s'applique plus à la BICI-BAIL depuis la fusion.

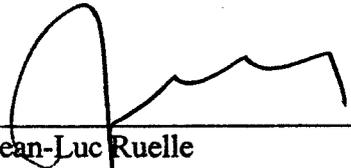
Abidjan, le 09 mars 2004

**Les Commissaires aux Comptes**

PricewaterhouseCoopers

  
Flan Oulai  
Expert comptable diplômé

KPMG  
Auditeurs Associés en Afrique

  
Jean-Luc Ruelle  
Expert comptable diplômé

Immeuble ALPHA 2000  
23<sup>ème</sup> étage, Rue Gourgas - Plateau  
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER  
5<sup>ème</sup> étage, Avenue Noguès - Plateau  
01 BP. 3172 Abidjan 01

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE  
ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE  
(BICICI)**

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES  
CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE 432 DE L'ACTE UNIFORME RELATIF  
AU DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES ET DU GIE DU TRAITE DE  
L'OHADA**

**(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003)**

Immeuble ALPHA 2000  
23<sup>ème</sup> étage, Rue Gourgas - Plateau  
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER  
5<sup>ème</sup> étage, Avenue Noguès - Plateau  
01 BP. 3172 Abidjan 01

---

Aux Actionnaires de la Banque Internationale  
pour l'Industrie et le Commerce de la Côte d'Ivoire  
(BICICI)  
01 B.P 1298  
Abidjan 01

Mesdames, Messieurs,

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES  
REMUNERATIONS EXCEPTIONNELLES ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS DE  
VOYAGE AU PROFIT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
(ARTICLE 432 DU TRAITE OHADA)**

**(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003)**

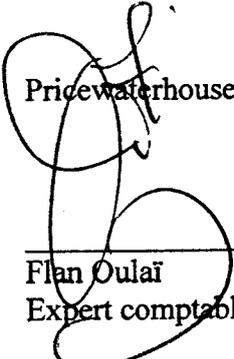
Conformément aux dispositions de l'article 432 relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE de l'Acte uniforme du Traité de l'OHADA, nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles ainsi que sur les remboursements de frais de voyage au profit des membres du Conseil d'Administration de la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce de la Côte d'Ivoire (BICICI) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Au cours de l'exercice 2003, les charges comptabilisées dans ce cadre s'élèvent à 62 millions au titre des rémunérations et indemnités diverses et à 86 millions de francs CFA au titre des frais de voyage et d'organisation de conseils.

Ainsi, conformément à la loi et aux statuts de la société, il vous appartiendra de vous prononcer sur le présent rapport spécial.

Abidjan, le 09 mars 2004

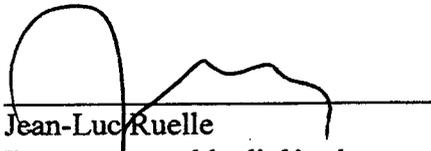
**Les Commissaires aux Comptes**

  
PricewaterhouseCoopers  

---

Flan Oulaï  
Expert comptable diplômé

KPMG  
Auditeurs Associés en Afrique

---

Jean-Luc Ruelle  
Expert comptable diplômé

***ETATS COMPTABLES***

***AU 31 DECEMBRE 2003***

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2003

ACTIF	Montants nets		PASSIF	Montants Nets	
	31/12/2002	31/12/2003		31/12/2002	31/12/2003
Caisse	8 923 713 741	11 226 325 923	Dettes Interbancaires	13 864 944 269	7 372 795 962
Créances Interbancaires	46 616 838 027	62 235 793 344	- A vue	10 742 073 151	5 159 207 440
- A vue	22 982 325 243	41 510 462 649	Trésor Public, CCP		
Banques Centrales	9 016 420 623	27 049 726 030	Autres Etablissements de Crédit	10 742 073 151	5 159 207 440
Trésor Public, CCP	19 311 749	24 104 396	- A terme	3 122 871 118	2 213 588 522
Autres Etablissements de Crédit	13 946 592 871	14 436 632 223	Dettes à l'égard de la Clientèle	215 140 468 321	210 871 545 598
- A terme	23 634 512 784	20 725 330 695	- Comptes d'Épargne à vue	65 952 657 938	69 705 603 269
Créances sur la Clientèle	177 759 681 336	151 244 255 836	- Comptes d'Épargne à terme	7 990 791 751	8 391 352 841
- Portefeuille d'Effets Commerciaux	7 051 366 657	7 721 223 306	- Bons de Caisse	940 682 075	740 960 608
Crédits de Campagne	7 051 366 657	7 721 223 306	- Autres dettes à vue	89 062 929 437	96 403 613 569
Crédits Ordinaires	116 948 019 234	94 420 420 965	- Autres dettes à terme	51 193 407 120	35 630 015 311
Autres Concours à la Clientèle	4 345 461 986	585 462 563	Dettes représentées par un Titre	2 000 000 000	5 591 702 539
Crédits de Campagne	112 602 557 248	93 834 958 402	Autres Passifs	6 652 646 087	4 828 390 419
Crédits Ordinaires	53 760 295 445	49 102 611 565	Comptes d'Ordre et Divers	5 799 366 622	4 555 540 507
Comptes ordinaires Débiteurs	7 174 156 100	310 556 100	Provisions pour Risques et Charges	4 411 514 271	0
Affacturage	22 081 188 175	17 562 763 916	Provisions Réglementées	0	0
Titres de Placement	0	5 340 197 074	Subvention d'investissement	0	0
Immobilisations Financières	2 801 918 266	1 592 353 173	Fonds affectés	0	0
Crédit-bail et opérations assimilées	9 733 738 863	7 918 372 934	Fonds pour Risques Bancaires Généraux	16 666 670 000	16 666 670 000
Immobilisations Incorporelles	3 603 226 903	5 957 781 962	Capital ou Dotations	1 414 614 981	2 270 411 831
Immobilisations Corporelles	5 420 360 907	2 991 825 765	Primes liées au capital	17 559 873 203	16 145 586 648
Actionnaires ou Associés			Réserves	30 434 611	1 066 768
Autres Actifs			Écart de Réévaluation	574 289 953	-1 923 484 245
Comptes d'Ordre et Divers			Réport à nouveau (+/-)		
			Résultat de l'exercice (+/-)		
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>284 114 822 318</b>	<b>266 380 226 027</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>284 114 822 318</b>	<b>266 380 226 027</b>

## HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2003

ENGAGEMENTS DONNES	Montants nets		ENGAGEMENTS REÇUS	Montants Nets	
	31/12/2002	31/12/2003		31/12/2002	31/12/2003
Engagements de Financement	3 159 205 375	4 337 596 501	Engagements de Financement		
* En faveur d'Etablissements de Crédit	3 159 205 375	4 337 596 501	* Reçus d'Etablissements de Crédit		
* En faveur de la Clientèle	54 843 001 402	44 014 058 615	Engagements de Garantie	19 116 725 192	8 742 000 000
Engagements de Garantie	12 337 356	203 152 056	* Reçus d'Etablissements de Crédit	19 116 725 192	8 742 000 000
* D'ordre d'Etablissements de Crédit	54 830 664 046	43 810 906 559	* Reçus de la Clientèle		
* D'ordre de la Clientèle			Engagements sur Titres		
Engagements sur Titres					

Montants en FCFA

## ***TEXTE DES RESOLUTIONS***

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE  
DE LA COTE D'IVOIRE**

---

**Société Anonyme au capital de F.CFA 16 666 670 000  
RC. ABIDJAN N°547 – L.B.C.I A 0006 B  
Siège Social : Avenue Franchet d'Esperey – ABIDJAN – COTE D'IVOIRE**

---

**TEXTE DES RESOLUTIONS  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
DU 05 MAI 2004**

• **Première Résolution**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2003, ainsi que des Rapports Spéciaux des Commissaires aux Comptes prévus par les articles 432, 438 et suivants de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, approuve ces rapports.

• **Deuxième Résolution**

L'Assemblée Générale approuve :

- le Bilan et les Comptes de l'exercice social arrêtés au 31 décembre 2003 ;
- l'apurement du solde déficitaire du Compte de Résultat par prélèvement d'un montant de FCFA1 066 768 correspondant au Report nouveau créateur de l'exercice précédent et d'un montant de FCFA 1 922 417 477 sur les Réserves facultatives.

• **Troisième Résolution**

L'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion aux Administrateurs dont le mandat expire ce jour conformément à l'article 17 des statuts :

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE  
DE LA COTE D'IVOIRE**

---

- ETAT DE COTE D'IVOIRE, représenté par MME Mamou Kouyaté EHUI et M. Bakary TIO-TOURE
- BNP PARIBAS, représentée par M. Francis HARTMANN
- SOCIETE FINANCIERE POUR LES PAYS D'OUTRE MER, représentée par M. Francis HARTMANN
- SOCIETE INTERNATIONALE FINANCIERE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE, représentée par M. Philippe SECHAUD
- GROUPE AXA ASSURANCES représenté par M. Jacques BARDOUX
- MESSIEURS :
  - Jacques Henri WAHL,
  - Michel VAYSSIE,
  - Gérard MANGOUA,
  - Ange KOFFY.

• **Quatrième Résolution**

L'Assemblée Générale nomme Administrateurs, conformément à l'article 17 des statuts, pour une durée qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2004 :

- ETAT DE COTE D'IVOIRE, représenté par MME Mamou Kouyaté EHUI et M. Bakary TIO-TOURE
- BNP PARIBAS, représentée par M. Francis HARTMANN
- SOCIETE FINANCIERE POUR LES PAYS D'OUTRE MER, représentée par M. Francis HARTMANN.
- SOCIETE INTERNATIONALE FINANCIERE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE, représentée par M. Philippe SECHAUD
- MESSIEURS :
  - Jacques Henri WAHL,
  - Michel VAYSSIE,
  - Gérard MANGOUA,
  - Ange KOFFY,
  - Michel LAFONT



***INFORMATIONS DIVERSES***

## EVOLUTION DU CAPITAL

ANNEE	NATURE DE L'OPERATION	MONTANT DES VARIATIONS DE CAPITAL			MONTANT DU CAPITAL
		Apports en Numéraires	Incorporations de Réserves	Apports d'Actifs	
1962	Création de la BICICI	200 000 000			200 000 000
1966	Création de 10 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	100 000 000			300 000 000
1969	Création de 5 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour six anciennes, distribution gratuite  Création de 15 000 actions, une action nouvelle pour deux anciennes, émission au pair	150 000 000	50 000 000		500 000 000
1971	Création de 25 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	250 000 000			750 000 000
1973	Création de 10 000 actions nouvelles, deux actions nouvelles pour quinze anciennes, distribution gratuite  Création de 35 000 actions, sept actions nouvelles pour quinze anciennes, émission au pair	350 000 000	100 000 000		1 200 000 000
1975	Création de 30 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair	300 000 000			1 500 000 000
1977	Création de 50 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		500 000 000		2 000 000 000
1978	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	1 000 000 000			3 000 000 000
1981	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		1 000 000 000		4 000 000 000
1986	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair		1 000 000 000		5 000 000 000
1988	Création de 250 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		2 500 000 000		7 500 000 000
1995	Création de 250 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		2 500 000 000		10 000 000 000
1997	Création de 500 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		5 000 000 000		15 000 000 000
2001	Création de 166 667 actions nouvelles, suite à la fusion-absorption de Paribas-CI, émission au pair			1 666 670 000	16 666 670 000
<b>TOTAL</b>		<b>2 350 000 000</b>	<b>12 650 000 000</b>	<b>1 666 670 000</b>	<b>16 666 670 000</b>

# REPARTITION DU CAPITAL

DATE	PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ETRANGERE			TOTAL	TOTAL GENERAL
	ETAT	PRIVES	TOTAL	SFOM	BNP PARIBAS	SIFIDA		
<b>ORIGINE: Mars 1962</b>								
Nombre d'Actions	2 000		2 000	10 980	7 020		18 000	20 000
Montant en Millions F.CFA	20	0	20	110	70	0	190	200
%	10,00%	0,00%	10,00%	54,90%	35,10%	0,00%	90,00%	100,00%
<b>OCTOBRE 1966</b>								
Nombre d'Actions	3 000		3 000	16 470	10 530		27 000	30 000
Montant en Millions F.CFA	30	0	30	165	105	0	270	300
%	10,00%	0,00%	10,00%	54,00%	35,10%	0,00%	90,00%	100,00%
<b>OCTOBRE 1969</b>								
Nombre d'Actions	5 025		5 025	25 490	19 485		44 975	50 000
Montant en Millions F.CFA	50	0	50	255	195	0	450	500
%	10,05%	0,00%	10,05%	50,98%	38,97%	0,00%	89,95%	100,00%
<b>24 JUILLET 1971</b>								
Nombre d'Actions	36 240		36 240	20 990	15 770		36 760	75 000
Montant en Millions F.CFA	362	0	362	210	158	0	368	750
%	50,99%	0,00%	50,99%	27,99%	21,03%	0,00%	49,01%	100,00%
<b>FEVRIER 1973</b>								
Nombre d'Actions	61 184		61 184	33 594	25 232		58 816	120 000
Montant en Millions F.CFA	612	0	612	336	252	0	588	1 200
%	60,99%	0,00%	60,99%	27,89%	21,03%	0,00%	49,01%	100,00%
<b>SEPTEMBRE 1976</b>								
Nombre d'Actions	61 500	15 000	76 500	42 000	31 500		73 500	150 000
Montant en Millions F.CFA	615	150	765	420	315	0	735	1 500
%	41,00%	10,00%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
<b>NOVEMBRE 1976</b>								
Nombre d'Actions	39 000	37 500	76 500	42 000	31 500		73 500	150 000
Montant en Millions F.CFA	390	375	765	420	315	0	735	1 500
%	28,00%	25,00%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
<b>MAI 1977</b>								
Nombre d'Actions	62 000	50 000	102 000	56 000	42 000		98 000	200 000
Montant en Millions F.CFA	620	500	1 020	560	420	0	980	2 000
%	28,00%	25,00%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
<b>JUILLET 1978</b>								
Nombre d'Actions	78 857	76 143	155 000	84 000	63 000		147 000	300 000
Montant en Millions F.CFA	789	761	1 550	840	630	0	1 470	3 000
%	25,62%	25,36%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
<b>AVRIL 1981</b>								
Nombre d'Actions	94 182	109 818	204 000	112 000	84 000		196 000	400 000
Montant en Millions F.CFA	942	1 098	2 040	1 120	840	0	1 960	4 000
%	23,55%	27,45%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
<b>AVRIL 1986</b>								
Nombre d'Actions	117 721	137 279	255 000	140 000	105 000		245 000	500 000
Montant en Millions F.CFA	1 177	1 373	2 550	1 400	1 050	0	2 450	5 000
%	23,54%	27,46%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
<b>JUILLET 1988</b>								
Nombre d'Actions	178 550	205 950	384 500	210 000	157 500		367 500	750 000
Montant en Millions F.CFA	1 786	2 060	3 845	2 100	1 575	0	3 675	7 500
%	23,54%	27,46%	51,00%	28,00%	21,00%	0,00%	49,00%	100,00%
<b>JANVIER 1996</b>								
Nombre d'Actions	150 000	205 950	355 950	210 000	157 500	28 550	394 050	750 000
Montant en Millions F.CFA	1 500	2 060	3 560	2 100	1 575	288	3 941	7 500
%	20,00%	27,46%	47,46%	28,00%	21,00%	3,54%	52,54%	100,00%
<b>AVRIL 1996</b>								
Nombre d'Actions	200 000	274 600	474 600	280 000	210 000	35 400	525 400	1 000 000
Montant en Millions F.CFA	2 000	2 746	4 746	2 800	2 100	354	5 254	10 000
%	20,00%	27,46%	47,46%	28,00%	21,00%	3,54%	52,54%	100,00%
<b>AVRIL 1997</b>								
Nombre d'Actions	300 000	411 900	711 900	420 000	315 000	53 100	788 100	1 500 000
Montant en Millions F.CFA	3 000	4 119	7 119	4 200	3 150	531	7 881	15 000
%	20,00%	27,46%	47,46%	28,00%	21,00%	3,54%	52,54%	100,00%
<b>MARS 2000</b>								
Nombre d'Actions	300 000	361 127	661 127	420 000	365 773	53 100	838 873	1 500 000
Montant en Millions F.CFA	3 000	3 611	6 611	4 200	3 658	531	8 389	15 000
%	20,00%	24,08%	44,08%	28,00%	24,38%	3,54%	55,92%	100,00%
<b>MARS 2001</b>								
Nombre d'Actions	300 000	335 864	635 864	420 000	391 036	53 100	864 136	1 500 000
Montant en Millions F.CFA	3 000	3 359	6 359	4 200	3 910	531	8 641	15 000
%	20,00%	22,39%	42,39%	28,00%	26,07%	3,54%	57,61%	100,00%
<b>MARS 2002</b>								
Nombre d'Actions	300 000	361 811	661 811	420 000	531 681	53 100	1 004 781	1 666 667
Montant en Millions F.CFA	3 000	3 618	6 618	4 200	5 317	531	10 048	16 666,7
%	18,00%	21,71%	39,71%	25,20%	31,90%	3,19%	60,29%	100,00%
<b>MARS 2003</b>								
Nombre d'Actions	150 000	511 886	661 886	420 000	531 681	53 100	1 004 781	1 666 667
Montant en Millions F.CFA	1 500	5 119	6 619	4 200	5 317	531	10 048	16 666,7
%	9,00%	30,71%	39,71%	25,20%	31,90%	3,19%	60,29%	100,00%

## EVOLUTION DES DIVIDENDES DISTRIBUES DEPUIS 1971

DATE DE PAIEMENT	EXERCICE	MONTANT BRUT/ACTION	% NOMINAL	AUGMENTATION CONCOMITANTE DU CAPITAL SOCIAL
28.02.1972	70/71	1 000	10%	<b>2 actions gratuites pour 15 anciennes</b>
10.12.1973	71/72	1 000	10%	
01.01.1974	72/73	1 000	10%	
21.02.1975	73/74	1 000	10%	<b>1 action gratuite pour 3 anciennes</b>
04.03.1976	74/75	1 000	10%	
01.04.1977	75/76	1 000	11%	
01.04.1978	76/77	1 400	14%	<b>Augmentation en numéraire 1 pour 2</b> (1)
01.04.1979	77/78	1 400	14%	
	77/78	350	14%	
01.04.1980	78/79	1 500	15%	<b>1 action gratuite pour 3 anciennes</b> (1)
01.04.1981	79/80	1 500	15%	
01.04.1982	81/81	1 500	15%	
	80/81	750	15%	
01.04.1983	81/82	600	6%	 (1)
01.04.1987	85/86	700	7%	
	85/86	350	7%	
01.04.1988	86/87	700	7%	<b>1 action gratuite pour 2 anciennes</b>
01.04.1989	87/88	700	7%	
01.04.1990	88/89	700	7%	
01.04.1992	90/91	1 070	10,70%	
01.04.1993	91/92	1 000	10%	
23.03.1994	92/93	1 200	12%	
17.03.1995	93/94	1 500	15%	<b>1 action gratuite pour 3 anciennes</b>
05.04.1996	94/95	3 000	30%	
23.04.1997	1996	4 000	40%	<b>1 action gratuite pour 2 anciennes</b>
23.04.1998	1997	2 667	26,67%	
14.05.1999	1998	1 500	15%	
30.05.2000	1999	1 500	15%	
30.05.2001	2000	2 000	20%	
16.05.2002	2001	1 560	16%	
30.05.2003	2002	1 200	12%	

N.B. : (1) Dividende payé au titre des actions anciennes  
(2) Dividende payé au titre des actions nouvelles

**EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BICICI (\*)  
EXERCICE 2003**

<b>MOIS</b>	<b>ANNEE</b>	<b>COURS PLUS BAS</b>	<b>COURS PLUS HAUT</b>
Janvier	2003	34 000	34 000
Février	2003	34 000	34 000
Mars	2003	23 005	34 000
Avril	2003	26 585	33 015
Mai	2003	33 015	33 015
Juin	2003	27 500	33 015
Juillet	2003	27 500	27 500
Août	2003	25 440	27 500
septembre	2003	25 440	30 500
Octobre	2003	30 500	30 500
Novembre	2003	31 500	31 500
Décembre	2003	31 500	33 860

(\*) Valeur nominale de l'action : F CFA 10 000